



VOL. II.—No. 13.

MONTREAL, JEUDI, 30 MARS, 1871.

{ ABONNEMENT, \$3.00.
{ PAR NUMERO, 7 CENTIMS.

UN INCIDENT HISTORIQUE.

LE NORD OUEST ET SIR GEORGES.

(3ème et dernier article.)

Nous avons à peine besoin de solliciter l'indulgence de nos lecteurs sur la longueur que nous donnons à nos articles. Il était nécessaire, vu le caractère de la revue qui a accepté les écrits du Colonel Wolseley, d'entrer dans des détails indispensables. La grande circulation de notre journal, même parmi la population anglaise, nous permettait, nous faisait même un devoir de réfuter par des faits et par une saine appréciation, les mille erreurs si regrettables que contient le récit du *Blackwood's Magazine*.

Pour donner une idée de la justesse des jugements portés par le Colonel, il n'est pas hors de propos de voir comment il a appris les événements du temps. Il représente, comme nous l'avons dit dans notre dernier article, Sir John A. Macdonald tombant malade dès le commencement du règlement de la question du Nord-Ouest, ce qui a laissé à Sir Georges E. Cartier la facilité de bâcler à sa guise toute cette épineuse affaire. L'avancé est faux du tout au tout. Sir John, tout le monde s'en rappelle, a assisté aux conférences tenues avec les délégués du Nord-Ouest; c'est dans son cabinet et sous ses yeux qu'a été préparé le *Bill* de Manitoba, dont il a lui-même proposé la première lecture dans un discours magnifique et donnant les explications les plus satisfaisantes. Il a lui-même aussi proposé la seconde lecture, passée sans encombre avec des amendements quant aux délimitations de la nouvelle Province. C'est sous cette forme amendée qu'il a subi sa troisième lecture, qu'il est passé au Sénat et a reçu la sanction du Gouverneur-Général, ainsi que l'approbation des deux partis hostiles de la Rivière-Rouge, représentés à Ottawa.

Que penser d'un écrivain qui commet d'aussi patentes bévues, qui ment aussi sciemment? Il était sur les lieux, il n'avait qu'à consulter les dates et les documents parlementaires pour s'assurer des faits. Après une telle erreur ou fausse représentation, quelle confiance peut-il inspirer?

Il est temps que nous abordions le reproche tant de fois répété, si souvent mis à néant, fait aux Canadiens Français d'être paresseux, indolents, pauvres et fort arriérés dans tous les progrès et surtout dans les progrès matériels. La question est vaste et soulève en quelque sorte tout notre passé historique; la richesse d'un peuple s'explique beaucoup par son histoire et par les conditions topographiques et climatiques de son territoire.

Et tout d'abord, nous écartons l'accusation de paresse et d'inactivité. Elle est aussi absurde que mal fondée, et ne peut être proférée que par un étranger qui n'a jamais vu le peuple canadien. Le plus qu'on pourrait dire contre ce peuple, c'est qu'il manque peut-être de prévoyance et d'esprit d'initiative. Et encore, ce reproche ne pourrait-il être formulé qu'avec infiniment de réserve, avec presque autant de réserve que celui de notre peu d'avancement dans les progrès matériels. Le succès qui a couronné nos luttes politiques après la conquête est certainement dû à notre prudence, notre énergie, notre sagesse et à notre activité. Nous avons même montré une souplesse de caractère public, une aptitude politique qui ont fait l'admiration de quelques étrangers distingués. On aurait dit, de fait, que les glaces du Nord avaient refroidi notre sang pour nous rendre parfaitement aptes au mou-

vement des institutions constitutionnelles, contrairement aux idées reçues sur les races latines, qu'on représente généralement comme incapables de liberté politique.

Quant à notre état matériel, nous déclarons sans hésiter qu'il peut supporter la comparaison avec celui de n'importe quel peuple le plus favorisé, si l'on tient compte de notre histoire et de nos circonstances toutes particulières.

Le point de comparaison, quand on parle de notre peu de richesses, est toujours choisi chez les Américains et chez nos compatriotes anglo-saxons du Haut-Canada et même du Bas-Canada. C'est précisément par là où pèche la comparaison, parce qu'il n'y a pas aujourd'hui et qu'il n'y a pas eu dès l'origine similitude de circonstances. Ce qui fait que la comparaison ne saurait être juste; qu'au contraire, si elle était faite de bonne foi et avec connaissance de cause, elle tournerait toute à notre avantage.

En acceptant comme admise notre infériorité matérielle, ce que nous contesterons pourtant plus loin, avec succès, nous l'espérons, cette infériorité s'expliquerait fort naturellement et avec honneur pour nous.

L'exode européen vers les plages américaines, qui caractérisa tout particulièrement la fin du seizième, le dix-septième et le commencement du dix-huitième siècle, pour ne parler que de la France et de l'Angleterre, eut chez ces deux peuples des causes toutes différentes et qui durent dès lors influencer sur la richesse relative des nouveaux colons. La France vint ici avec des missionnaires et de pauvres agriculteurs pour gagner de nouvelles terres au Christ; elle vint pour arracher des âmes à l'idolâtrie, sans capitaux et sans industrie, avec un petit noyau de population pour maintenir les premières missions. C'étaient surtout des gens pauvres qui arrivaient.

L'immigration anglaise eut deux causes toutes différentes: les uns voulaient fonder des établissements commerciaux; d'autres, les *dissidents* de toutes sortes, étaient poussés ici par les persécutions d'une Eglise d'état, qui maltraitait les presbytériens, les *conventuels* et autres sectes non anglicanes, presque autant que les catholiques. Or, ces victimes du fanatisme religieux apportèrent en Amérique tout leur avoir, leurs richesses, leur industrie et leur commerce, tout comme les Huguenots français portèrent en Allemagne et en Angleterre, après la révocation de l'édit de Nantes, leur esprit manufacturier si avancé et leurs immenses ressources de tous genres. Il y eut donc dès le commencement une grande différence entre la condition des deux courants d'immigration, parce que les uns arrivaient riches et les autres pauvres ou du moins relativement pauvres. Voilà un fait que constate l'histoire, qui a influé nécessairement sur l'état matériel des deux peuples, mais dont l'ignorance ou la mauvaise foi s'est constamment abstenue de tenir compte.

Notre état, après la conquête, pourrait encore fournir une autre explication. La colonie française, abandonnée d'une mère-patrie à moitié épuisée par la corruption et des guerres malheureuses eut à lutter pendant très-longtemps contre les forces coalisées de quelques tribus sauvages, contre l'Angleterre et les colonies américaines, déjà florissantes et prospères. Le résultat de ces guerres fut notre défaite, défaite glorieuse, si l'on veut, mais qui nous laissa tous dans la pauvreté et le dénûment. Tous ceux qui le purent retournèrent en France. Soixante mille Français seulement restèrent dans la vieille colonie.

Si l'on veut maintenant restreindre la comparaison à notre pays, on sent de suite que de nombreuses causes s'opposèrent encore à notre marche rapide vers le progrès. Les anglais qui vinrent dans les deux provinces, après le traité de cession, sans compter ceux qu'arbitrait le favoritisme dans les sphères officielles, avaient tous ou une petite fortune personnelle, ou la protection de quelques amis ou parents puissants, tant en Angleterre qu'ici, à l'aide desquels leur établissement et leur fortune avançaient au pas de course. Et qu'avions-nous à opposer à ces avantages? Les plaies d'une longue guerre à cicatriser; et il nous a fallu, par-dessus le marché, concentrer toutes nos forces et toute notre énergie pour lutter pendant plus d'un demi-siècle contre l'oligarchie locale et le mauvais vouloir de la métropole, afin d'assurer nos droits politiques et nationaux, dont la conquête définitive ne s'est effectuée que quelques années après l'union des deux Canadas, après 1841.

Malgré tous ces désavantages, malgré mille obstacles des plus puissants qui auraient rebuté et écrasé toute nation moins vigoureusement trempée, quel spectacle offrons-nous aujourd'hui? Celui d'au-delà d'un million de Français, de soixante mille que nous étions en 1760, arrivés à ce surcroît de population sans immigration française, par notre seule force reproductive, en pleine possession de notre autonomie et jouissant d'une prospérité matérielle très invariable.

Il nous est permis d'affirmer, après cela, qu'aucun peuple dont l'histoire nous fasse mention, soit en Amérique ou ailleurs, n'a réalisé d'aussi merveilleux progrès en face de circonstances aussi difficiles, dans une situation coloniale.

Cette digression historique est un peu longue; mais elle était nécessaire pour faire, une bonne fois, justice des inepties que tant d'étrangers nous lancent à la figure sans connaître le premier mot de notre histoire. On dit assez de mal, même parmi nous, de la race française en Canada, pour qu'il soit bon, de temps à autre, de rafraîchir notre mémoire et donner un nouveau stimulant à notre courage par un court retour sur un passé si beau.

Au reste, sommes-nous aussi arriérés, dans le Bas-Canada, qu'on veut bien nous le crier sur tous les tons? Non, certainement non. Là-dessus, comme sur bien d'autres choses qui nous regardent de très-près, nous sommes, en général, fort ignorants ou nous nous calomnions, et c'est de l'étranger que souvent nous vient la lumière. Le *Globe* de Toronto, dans un article extrêmement remarquable, publié le 28 juin dernier, en réponse au *Herald* de New-York, avait à repousser justement les attaques qui nous occupent en ce moment. Nous traduirons cet article dans un de nos prochains numéros. Nous nous contenterons donc, pour aujourd'hui, d'y référer en passant. Appuyé sur les recensements de 1850 et 1860 pour les Etats-Unis, et sur ceux de 1851 et 1861 pour le Canada, il démontre que les progrès du Bas-Canada même, en population, en agriculture, en instruments d'agriculture, en bétail de ferme, en chevaux, en moutons, en produits agricoles, tels que beurre, fromage et autres, ont été de très-peu inférieurs à ceux du même genre dans les Etats-Unis considérés comme un tout, et très-supérieurs à ceux accomplis durant la même période par quelques Etats particuliers. Malgré ce que l'on est convenu d'appeler le fléau de l'émigration, la sévérité de notre climat, la longueur de nos hivers, malgré que nous